

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

13 novembre 2019

---

RELATIF À L'ENGAGEMENT DANS LA VIE LOCALE ET À LA PROXIMITÉ DE L'ACTION  
PUBLIQUE - (N° 2401)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 459

présenté par

Mme Genevard, M. Lurton, M. Sermier, M. Viry, Mme Valérie Boyer, M. Schellenberger,  
M. Jean-Pierre Vigier, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, M. de Ganay, M. Reda, Mme Duby-  
Muller, M. Masson, M. Hetzel, M. Brun, Mme Corneloup, Mme Valentin, M. Menuel, M. Viala,  
Mme Dalloz, M. Verchère, M. Dive et M. Ciotti

-----

**ARTICLE 5**

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« 1° *bis* Après la même première phrase du même alinéa, il est inséré une phrase ainsi rédigée :  
« Dans les communautés de communes dont le territoire comprend des zones de montagne,  
délimitées en application de l'article 3 de la loi modifiée n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au  
développement et à la protection de la montagne, et en application de l'article 8 de la même loi, les  
communes classées montagne peuvent décider individuellement de ne pas transférer la compétence,  
sans être soumises au dispositif de la minorité de blocage comme prévu à la phrase précédente ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La reconnaissance de la spécificité des territoires de montagne en matière de gestion de l'eau doit respecter le droit à la différence contenu dans la loi montagne du 9 janvier 1985. La loi doit permettre aux communes classées montagne de décider individuellement, sans limitation de durée, sans mise en œuvre de la minorité de blocage, de conserver les compétences Eau et Assainissement, ou l'une des deux.